



CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE

Entre :

- La Caisse des Allocations familiales du Var représentée par son Président du Conseil d'administration, Monsieur Michel UNIA, et son Directeur, Monsieur Julien ORLANDINI, dûment autorisés à signer la présente convention ;

Ci-après dénommée « la Caf » ;

et

- La communauté d'agglomération Dracénie Provence Verdon Agglomération, représentée par son Président, Monsieur Richard STRAMBIO, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son assemblée générale ;

Ci-après dénommée « la communauté d'agglomération » ;

et

- La commune d'Ampus, représentée par son Maire, Monsieur Hugues MARTIN, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son assemblée générale ;
- La commune de Bargème, représentée par son Maire, Monsieur Jacques GERARD, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son assemblée générale ;
- La commune de Bargemon, représentée par son Maire, Madame Nadine DECARLIS, dûment autorisée à signer la présente convention par délibération de son assemblée générale ;
- La commune de Callas, représentée par son Maire, Monsieur Daniel MARIA, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son assemblée générale ;

- La commune de Châteaudouble, représentée par son Maire, Monsieur Georges ROUVIER, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son assemblée générale ;
- La commune de Claviers, représentée par son Maire, Monsieur Gérard PIERRUGUES, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son assemblée générale ;
- La commune de Comps-sur-Artuby, représentée par son Maire, Monsieur Alain BARALE, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son assemblée générale ;
- La commune de Figanières, représentée par son Maire, Monsieur Bernard CHILINI, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son assemblée générale ;
- La commune de Flayosc, représentée par son Maire, Madame Karine ALSTERS, dûment autorisée à signer la présente convention par délibération de son assemblée générale ;
- La commune de la Bastide, représentée par son Maire, Monsieur Claude MARIN, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son assemblée générale ;
- La commune de la Motte, représentée par son Maire, Madame Valérie MARCY, dûment autorisée à signer la présente convention par délibération de son assemblée générale ;
- La commune de la Roque Esclapon, représentée par son Maire, Madame Nathalie PEREZ-LEROUX, dûment autorisés à signer la présente convention par délibération de son assemblée générale ;
- La commune du Muy, représentée par son Maire, Madame Liliane BOYER, dûment autorisée à signer la présente convention par délibération de son assemblée générale ;
- La commune des Arcs, représentée par son Maire, Madame Nathalie GONZALES, dûment autorisée à signer la présente convention par délibération de son assemblée générale ;
- La commune de Lorgues, représentée par son Maire, Monsieur Claude ALEMAGNA, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son assemblée générale ;
- La commune de Montferrat, représentée par son Maire, Monsieur Raymond GRAS, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son assemblée générale ;
- La commune de Saint-Antonin, représentée par son Maire, Monsieur Serge BALDECCHI, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son assemblée générale ;
- La commune de Salernes, représentée par son Maire, Monsieur Cédric DUBOIS, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son assemblée générale ;
- La commune de Sillans la Cascade, représentée par son Maire, Monsieur Christophe CARRIERE, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son assemblée générale ;
- La commune de Taradeau, représentée par son Maire, Monsieur Albert DAVID, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son assemblée générale ;

- La commune de Trans-en-Provence, représentée par son Maire, Monsieur Alain CAYMARIS, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son assemblée générale ;
- La commune de Vidauban, représentée par son Maire, Monsieur Claude PIANETTI, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son assemblée générale ;

Ci-après dénommées « les communes » ;

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Vu les articles L. 263-1, L. 223-1 et L. 227-1 à 3 du Code de la sécurité sociale ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté du 3 octobre 2001 relatif à l'Action sociale des Caisses d'allocations familiales (Caf) ;

Vu la Convention d'objectifs et de gestion (Cog) arrêtée entre l'Etat et la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) ;

Vu la délibération du conseil d'administration de la Caf du Var en date du 20 novembre 2018 concernant la stratégie de déploiement des Ctg ;

Vu les délibérations des Conseils Municipaux et du Conseil Communautaire de Dracénie Provence Verdon agglomération, figurant en annexe de la précédente convention, pour la CTG 2021-2022 ;

Vu les délibérations des Conseils Municipaux et du Conseil Communautaire de Dracénie Provence Verdon agglomération, figurant en annexe de la présente convention.

PREAMBULE

L'Etat et la Caf du Var, en lien avec leurs partenaires, ont renouvelé le schéma départemental des services aux familles pour la période 2020 – 2023. Il vise à promouvoir une politique départementale ambitieuse et partagée en matière de développement de services à destination des familles sur tous les territoires, grâce à une volonté politique commune, et à la conjugaison des moyens de chacun au profit de l'ensemble de la population.

Les Caf sont nées de la volonté d'apporter une aide à toutes les familles, dans leur diversité. Qu'il prenne la forme de prestations monétaires ou d'aides permettant de développer des services, l'investissement des Caf témoigne d'un engagement de la collectivité, dans une visée universelle, pour accompagner le développement de chaque personne, dès sa naissance, par une présence et un soutien dans son parcours de vie, accentuant, s'il le faut, son aide lorsque la famille est dans la difficulté.

La branche Famille est ainsi présente auprès de chacun tout au long de la vie, auprès de chaque parent, femme ou homme, en fonction de sa situation, en équité : conciliation vie familiale/vie professionnelle, accueil des enfants et des jeunes, lutte contre la pauvreté sont les domaines prioritaires de l'intervention des Caf, qui prend la forme d'une offre globale de service.

Dédiée initialement à la famille, la Branche s'est vu progressivement confier des missions pour le compte de l'Etat et des départements, qui représentent une part importante de son activité.

Les quatre missions emblématiques de la branche Famille sont fondatrices de son cœur de métier :

- Aider les familles à concilier vie familiale, vie professionnelle et vie sociale ;
- Faciliter la relation parentale, favoriser le développement de l'enfant et soutenir les jeunes ;
- Créer les conditions favorables à l'autonomie, à l'insertion sociale et professionnelle ;
- Accompagner les familles pour améliorer leur cadre de vie et leurs conditions de logement.

Pour accompagner le développement de celles-ci, les Caf collaborent depuis l'origine avec leurs partenaires de terrain, au premier rang desquels les collectivités locales. Les communes (et leur regroupement) sont en effet particulièrement investies dans le champ des politiques familiales et sociales, au titre de leur clause de compétence générale leur permettant de répondre aux besoins du quotidien des citoyens.

Les territoires se caractérisent par une grande diversité de situations d'habitants, et par de nombreuses évolutions qui modifient profondément la vie des familles. Leurs attentes évoluent, et la réponse à celles-ci passent par la volonté des acteurs locaux. A ce titre, la Caf entend poursuivre son soutien aux collectivités locales qui s'engagent dans un projet de territoire qui leur est destiné.

Dans ce cadre, la Convention territoriale globale (Ctg) est une démarche stratégique partenariale qui a pour objectif d'élaborer le projet de territoire pour le maintien et le développement des services aux familles, et la mise en place de toute action favorable aux allocataires dans leur ensemble. Elle s'appuie sur un diagnostic partagé avec les partenaires concernés pour définir les priorités et les moyens dans le cadre d'un plan d'actions adapté.

Véritable démarche d'investissement social et territorial, la Ctg favorise ainsi le développement et l'adaptation des équipements et services aux familles, l'accès aux droits et l'optimisation des interventions des différents acteurs.

La Ctg peut couvrir, en fonction des résultats du diagnostic, les domaines d'intervention suivants : petite enfance, enfance, jeunesse, parentalité, accès aux droits et aux services, inclusion numérique, animation de la vie sociale, logement, handicap, accompagnement social.

C'est pourquoi, dans la perspective d'intervenir en cohérence avec les orientations générales déclinées dans le présent préambule, au plus près des besoins du territoire, la Caf du Var, la communauté d'agglomération et les communes souhaitent conclure une Convention Territoriale Globale (Ctg) pour renforcer leurs actions sur les champs d'intervention partagés.

La communauté d'agglomération Dracénie Provence Verdon agglomération couvre 23 communes, soit près de 108 000 habitants. Elle souhaite, aux côtés de la Caf du Var et des 22 communes, hors Draguignan, s'inscrire pleinement dans ce partenariat renoué, dans le cadre des compétences respectives de chacune des collectivités. L'ambition porte notamment sur la recherche d'une coopération formalisée entre collectivités, ainsi qu'une meilleure connaissance mutuelle. La Convention Territoriale Globale est l'opportunité de se doter d'un outil de pilotage partagé et évalué.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE

La présente convention vise à définir le projet stratégique global du territoire à l'égard des familles ainsi que ses modalités de mise en œuvre.

Ce projet est établi à partir d'un diagnostic partagé tenant compte de l'ensemble des problématiques du territoire.

Elle a pour objet :

- D'identifier les besoins prioritaires sur le territoire de la Dracénie Provence Verdon (figurant en Annexe 1 de la présente convention) ;
- De définir les champs d'intervention à privilégier au regard de l'écart offre/besoin ;
- De pérenniser et d'optimiser l'offre des services existante, par une mobilisation des cofinancements (Annexe 2) ;

ARTICLE 2 - LES CHAMPS D'INTERVENTION DE LA CAF

Les interventions de la Caf, en matière d'optimisation de l'existant et de développement d'offres nouvelles, sur le territoire de Dracénie Provence Verdon agglomération concernent les axes suivants :

- Aider les familles à concilier vie professionnelle, vie familiale et vie sociale par l'accompagnement et le financement des modes d'accueil petite enfance, ou le Relais Petite Enfance,
- Soutenir la fonction parentale et faciliter les relations parents-enfants via l'accompagnement et le financement d'actions, de dispositifs et d'animation de réseaux en matière de soutien à la parentalité,
- Accompagner les familles dans leurs relations avec l'environnement et le cadre de vie par l'animation de la vie sociale, l'agrément d'un espace de vie sociale, l'accompagnement social des familles dans le cadre d'offres de services liées à la prévention des impayés de loyer et la lutte contre la non-décence du logement,
- Créer les conditions favorables à l'autonomie, à l'insertion sociale et professionnelle des personnes et des familles par le versement de prestations (allocations familiales, minima sociaux, aides au logement...), l'accompagnement de projets d'initiatives locales et l'accompagnement social des familles en situation de vulnérabilité,
- Favoriser l'accès aux droits, l'inclusion numérique et lutter contre le non-recours aux prestations familiales et sociales.

ARTICLE 3 - LES CHAMPS D'INTERVENTION DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ET DES COMMUNES

I – Champs d'intervention de la communauté d'agglomération :

La communauté d'agglomération Dracénie Provence Verdon agglomération exerce les compétences suivantes :

1. Au titre des compétences obligatoires :

- le développement économique
- l'aménagement de l'espace communautaire,
- **l'équilibre social de l'habitat,**
- **la politique de la ville,**
- l'aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage,
- la collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés,
- la gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations.

2. Au titre des compétences optionnelles :

- la création, l'aménagement et l'entretien de la voirie communautaire,
- **la protection et la mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie,**
- la construction, l'aménagement, l'entretien et la gestion **d'équipements culturels et sportifs** d'intérêt communautaire.

3. Au titre des compétences facultatives :

- la création et la gestion d'un service de l'urbanisme,
- la création et la gestion d'un Service de l'Environnement,
- le contingent du Service Départemental Incendie,
- la compétence risque majeur,
- l'aide au maintien d'un équipement de santé pluri professionnel en milieu rural
- l'enseignement supérieur et la recherche

II – Champs d'intervention des communes :

En vertu de la clause générale de compétence, les communes disposent d'une capacité d'intervention étendue.

Par conséquent, les communes interviennent dans les domaines non cités dans le paragraphe précédent, et notamment, **la petite enfance, l'enfance, la jeunesse et la parentalité.**

ARTICLE 4 - LES OBJECTIFS PARTAGES AU REGARD DES BESOINS

Les partenaires conviennent des enjeux transversaux suivants :

- Disposer d'une connaissance affinée des acteurs et des dispositifs existants ;
- Assurer une coordination et une coopération autour de la CTG ;
- Partager une analyse fine du portrait de territoire et une vision prospective des besoins des familles et des habitants.

Six thématiques ont été mises en avant dans les travaux de diagnostic partagé :

- La petite enfance ;
- L'enfance et la jeunesse ;
- Le soutien aux parents ;
- L'accès aux droits et inclusion numérique ;
- L'animation de la vie sociale ;
- Le logement et cadre de vie.

L'inclusion handicap, qui sera abordée de façon transversale dans toutes les thématiques.

Dans le cadre de ces enjeux, dès 2023, la prise de fonction d'un chargé de coopération territoriale va permettre l'approfondissement du diagnostic sur les thématiques de la petite enfance, l'enfance, la jeunesse et la parentalité, afin de permettre la formalisation d'un plan d'action concerté sur les 22 communes. La prise de fonction d'un second chargé de coopération et de coordination territoriale, en hiérarchie du chargé de coopération enfance/jeunesse/parentalité, permettra la bonne coordination entre les 2 plans d'action CTG, et la coopération sur les thématiques de l'accès aux droits, logement, cohésion sociale.

Les Annexes 2 et 3 à la présente convention précisent les moyens mobilisés **par chacun des partenaires** dans le cadre des champs d'intervention conjoint. Ces annexes font apparaître le soutien des co-financeurs pour le maintien de l'offre existante et les axes de développement d'offres nouvelles.

ARTICLE 5 - ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES

La Caf du Var, la communauté d'agglomération et les communes s'engagent à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs qu'ils se sont assignés dans le plan d'actions de la présente convention.

La présente convention est conclue dans le cadre des orientations de la Convention d'objectifs et de gestion signée entre l'Etat et la Cnaf. Elle est mise en œuvre dans le respect des dispositifs et des outils relevant des compétences propres de chacune des parties, lesquelles restent libres de s'engager avec leurs partenaires habituels ou d'engager toute action ou toute intervention qu'elles jugeront nécessaire et utile.

La Ctg matérialise également l'engagement conjoint de la Caf et de la collectivité à poursuivre leur appui financier aux services aux familles du territoire.

A l'issue du (es) Contrat(s) enfance et jeunesse passé(s) avec la(es) collectivité(s) signataire(s), la Caf s'engage à conserver le montant des financements bonifiés de N-1¹ à ce titre et à les répartir directement entre les structures du territoire soutenues par la collectivité locale compétente, sous la forme de « bonus territoire ctg ».

De son côté, la collectivité s'engage à poursuivre son soutien financier en ajustant en conséquence la répartition de sa contribution pour les équipements et services listés en Annexe 2. Cet engagement pourra évoluer en fonction de l'évolution des compétences détenues.

La Caf du Var s'engage à participer aux postes de chargés de coopération territoriale définis en annexe 3, sous réserve des évaluations annuelles qui seront produites. L'agglomération s'engage à recruter les personnes disposant des compétences nécessaires pour exercer ces fonctions, et à veiller à la bonne mise en œuvre de la présente convention par ce personnel dédié.

ARTICLE 6 - MODALITES DE COLLABORATION

Les parties s'engagent à mobiliser des moyens humains (personnels qualifiés et en quantité) et matériels (données, statistiques, etc.) nécessaires à la réalisation des obligations définies dans la présente convention.

Pour mener à bien les objectifs précisés dans la présente convention, les parties décident de mettre en place un comité de pilotage.

Ce comité est composé, de représentants de la Caf, de la communauté d'agglomération et des communes signataires.

Les parties conviennent d'un commun accord que des personnes ressources en fonction des thématiques repérées pourront participer à ce comité de pilotage à titre consultatif.

¹ Le montant de référence est celui comptabilisé dans les comptes de la Caf en N-1. (Charge à payer)

Cette instance :

- Assure le suivi de la réalisation des objectifs et l'évaluation de la convention ;
- Contribue à renforcer la coordination entre les deux partenaires, dans leurs interventions respectives et au sein des différents comités de pilotage thématiques existants ;
- Veille à la complémentarité des actions et des interventions de chacun des partenaires sur le territoire concerné ;
- Porte une attention particulière aux initiatives et aux actions innovantes du territoire.

Le comité de pilotage sera co-présidé et co-animé par la Caf et la communauté d'agglomération, qui associeront les communes.

Le secrétariat permanent est assuré par la Caf et les collectivités signataires, jusqu'à la nomination effective d'une personne chargée de coopération à l'échelle du territoire.

Les modalités de pilotage opérationnel et de collaboration technique, ainsi que le suivi de la mise en œuvre de la Ctg, fixées d'un commun accord entre les parties à la présente convention, figurent en annexe 4 de la présente convention.

ARTICLE 7 - ECHANGES DE DONNEES

Les parties s'engagent réciproquement à se communiquer toutes les informations utiles dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

Toutefois, en cas de projet d'échanges de données à caractère personnel, les demandes par l'une des parties feront obligatoirement l'objet d'une étude d'opportunité, de faisabilité et de conformité au RGPD par l'autre partie, en la qualité de responsable de traitement de cette dernière. Ces demandes seront soumises pour étude et avis préalable au Délégué à la Protection des Données de la partie qui détient les données personnelles demandées. Le Délégué à la Protection des Données pourra être amené à formuler des recommandations spécifiques à chaque échange de données.

Si elles sont mises en œuvre, ces transmissions (ou mises à disposition) de données personnelles respecteront strictement le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), la loi n° 78-17 du 6 Janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ainsi que les décisions, avis ou préconisations de la Commission nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL). La présente convention ne se substitue en rien à la nécessité, pour les responsables de traitement concernés, d'ajouter le traitement de données personnelles ainsi créé à la liste des traitements qu'il doit tenir au titre de l'article 30 du Rgpd.

ARTICLE 8 - COMMUNICATION

Les parties décident et réalisent, d'un commun accord, les actions de communication relatives à la présente convention.

Les supports communs font apparaître les logos de chacune des parties.

Dans le cadre des actions de communication respectives couvrant le champ de la présente convention, chaque partie s'engage à mentionner la coopération de l'autre partie et à valoriser ce partenariat.

ARTICLE 9 - EVALUATION

Une évaluation des actions est conduite au fur et à mesure de l'avancée de la mise en œuvre de la Ctg, lors des revues du plan d'actions.

A l'issue de la présente convention, un bilan sera effectué intégrant une évaluation des effets de celle-ci. Cette évaluation devra permettre d'adapter les objectifs en fonction des évolutions constatées.

ARTICLE 10 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue à compter du 1^{er} janvier 2023 jusqu'au 31 décembre 2026 au maximum.

La présente convention ne peut être reconduite que par expresse reconduction, excluant ainsi la tacite reconduction.

ARTICLE 11 - EXECUTION FORMELLE DE LA CONVENTION

Toute modification fera l'objet d'un avenant par les parties.

Cet avenant devra notamment préciser toutes les modifications apportées à la convention d'origine ainsi qu'à ses annexes.

Si l'une quelconque des stipulations de la présente convention est nulle, au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision judiciaire devenue définitive, elle sera réputée non écrite, mais les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée.

En cas de différences existantes entre l'un quelconque des titres des clauses et l'une quelconque des clauses, le contenu de la clause prévaudra sur le titre.

ARTICLE 12 : LA FIN DE LA CONVENTION

- Résiliation de plein droit avec mise en demeure

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Les infractions par l'une ou l'autre des parties aux lois et règlements en vigueur entraîneront la résiliation de plein droit de la présente convention par la Caf, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations légales ou réglementaires en vigueur et restée infructueuse.

- **Résiliation de plein droit sans mise en demeure**

La présente convention sera résiliée de plein droit par la Caf, sans qu'il soit besoin de procéder à une mise en demeure ou de remplir toutes formalités judiciaires, en cas de modification d'un des termes de la présente convention sans la signature d'un avenant.

- **Résiliation par consentement mutuel**

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties moyennant un délai de prévenance de 6 mois.

- **Effets de la résiliation**

La résiliation de la présente convention entraînera l'arrêt immédiat des engagements des parties.

La résiliation interviendra sans préjudice de tous autres droits et de tous dommages et intérêts.

ARTICLE 13 : LES RECOURS

- **Recours contentieux**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif dont relève la Caf.

ARTICLE 14 : CONFIDENTIALITE

Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, au secret professionnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont elles auront eu connaissance durant l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Fait à Le 2023

En autant d'exemplaires originaux que de signataires

Cette convention comporte 13 pages paraphées par les parties et les cinq annexes énumérées dans le sommaire.

La Caf		La communauté d'agglomération Dracénie Provence Verdon agglomération
Le Directeur Julien ORLANDINI	Le Président Michel UNIA	Le Président Richard STRAMBIO
La commune d'Ampus Le Maire Hugues MARTIN	La commune de Bargème Le Maire Jacques GERARD	La commune de Bargemon Le Maire Nadine DECARLIS
La commune de Callas Le Maire Daniel MARIA	La commune de Châteaudouble Le Maire Georges ROUVIER	La commune de Claviers Le Maire Gérald PIERRUGUES
La commune de Comps Le Maire Alain BARALE	La commune de Figanières Le Maire Bernard CHILINI	La commune de Flayosc Le Maire Karine ALSTERS
La commune la Bastide Le Maire Claude MARIN	La commune de la Motte Le Maire Valérie MARCY	La commune de la Roque- Esclapon Le Maire Nathalie PEREZ-LEROUX

<p>La commune du Muy Le Maire Liliane BOYER</p>	<p>La commune des Arcs Le Maire Nathalie GONZALES</p>	<p>La commune de Lorgues Le Maire Claude ALEMAGNA</p>
<p>La commune de Montferrat Le Maire Raymond GRAS</p>	<p>La commune de Saint-Antonin Le Maire Serge BALDECCHI</p>	<p>La commune de Salernes Le Maire Cédric DUBOIS</p>
<p>La commune de Sillans-la- Cascade Le Maire Christophe CARRIERE</p>	<p>La commune de Taradeau Le Maire Albert DAVID</p>	<p>La commune de Trans-en- Provence Le Maire Alain CAYMARIS</p>
<p>La commune de Vidauban Le Maire Claude PIANETTI</p>		



Annexe 1 : LE DIAGNOSTIC



Situation géographique



Le périmètre de la
CTG 2023 – 2026

22 communes
68 593 habitants*

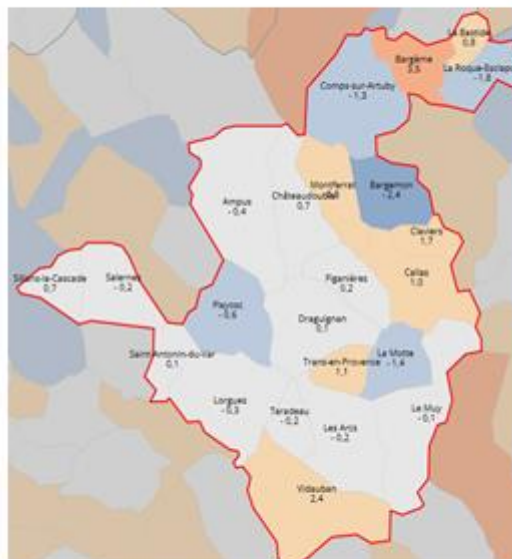
Soit 6,4% de la population du
Département

*données Insee 2019

1. Données démographiques

1.1 Nombres d'habitants et évolution de la population

Territoire	Population
CA DRACENIE PROVENCE VERDON AGGLOMERATION	68 593
Ampus	913
Bargème	225
Bargemon	1 334
Callas	1 948
Châteaudouble	477
Claviers	720
Comps-sur-Artuby	328
Figanières	2 623
Flayosc	4 247
La Bastide	208
La Motte	2 804
La Roque-Esclapon	256
Le Muy	9 288
Les Arcs	7 066
Lorgues	9 054
Montferrat	1 527
Saint-Antonin-du-Var	722
Salernes	3 761
Sillans-la-Cascade	745
Taradeau	1 784
Total	68 593

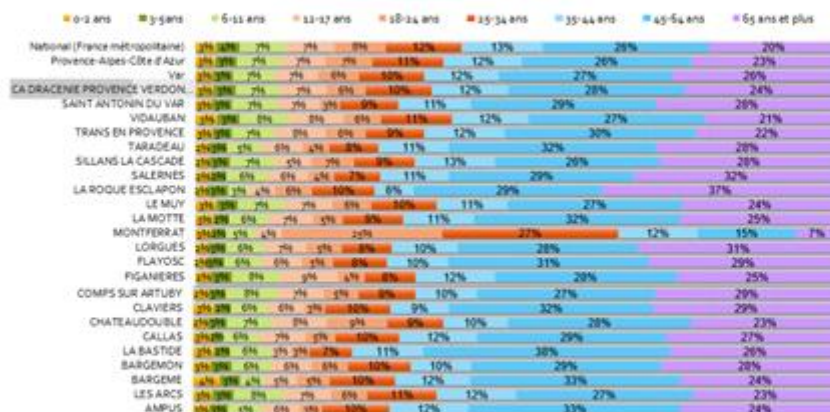


- Cinq communes (hors communes faiblement peuplées) se distinguent par une croissance élevée et une plus forte attractivité : Villedubert, Trans-en-Provence, Callas, Montferrat et Claviers.
- A contrario, la population recule significativement à Bargemon et à La Motte.

1. Données démographiques

1.2 Structuration de la population par tranches d'âges

Structure de la population par âge

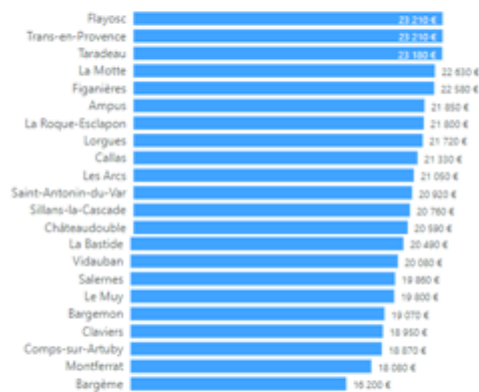


- Les enfants et jeunes de moins de 20 ans représentés à hauteur d'un tiers de la population globale en moyenne
- Une forte représentation des plus de 45 ans

1. Données démographiques

1.3 Les chiffres clés du niveau de vie

Médiane du niveau de vie

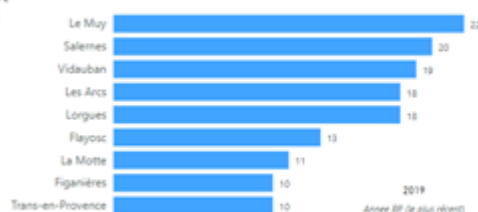


Niveau de vie
départemental
21 830 €

Taux de pauvreté
départemental
15,30 %

- Un niveau de vie qui diminue en fonction que l'on s'éloigne de la ville centre
- Un taux de pauvreté très nettement supérieur à la moyenne départementale sur les communes du Muy, Salernes, Vidauban, les Arcs et Lorgues

Taux de pauvreté en % des communes supérieures à 10%



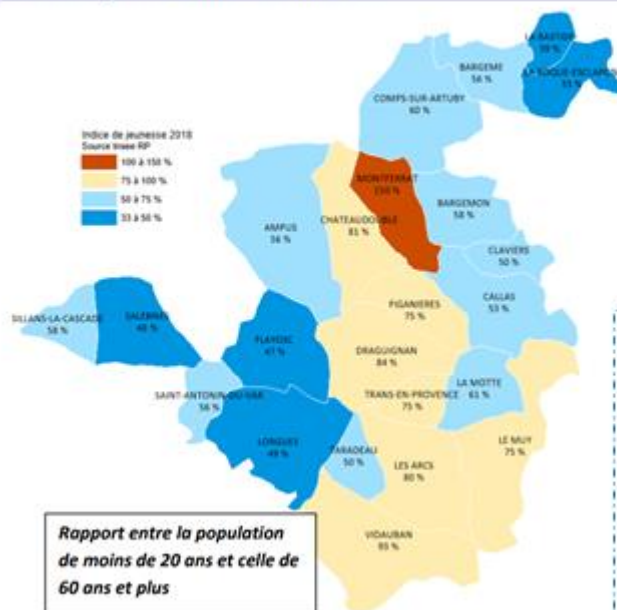
Année RP (la plus récente)

Niveau de vie : revenu disponible moyen d'un ménage divisé par le nombre d'unités de consommation. Les unités de consommation (UC) sont : le chef de ménage, 0,5 UC aux autres personnes de 14 ans ou plus et 0,3 UC aux enfants de moins de 14 ans. Le niveau de vie est donc le même pour toutes les personnes d'un même ménage. Le niveau de vie médian, qui partage la population en deux, est tel que la moitié des personnes dispose d'un niveau de vie inférieur et l'autre moitié d'un niveau de vie supérieur.

Le taux de pauvreté correspond à la proportion d'individus (ou de ménages) dont le niveau de vie est inférieur au seuil de 60 % du niveau de vie médian de l'ensemble de la population.

1. Données démographiques

1.4 Les jeunes sur le territoire



DPVa : 72 %
Var : 65 %
PACA : 77 %
France : 93 %

Rapport entre la population de moins de 20 ans et celle de 60 ans et plus

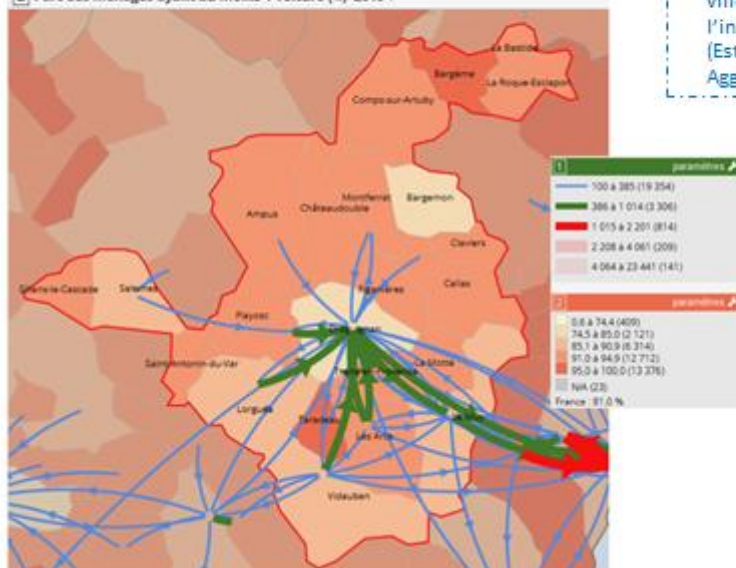
- L'indice de jeunesse est supérieur à la moyenne départementale, mais reste bien en deçà des valeurs régionales et nationales.
- La population des jeunes est toujours inférieure à celle des seniors dans l'ensemble des communes sauf à Montferrat.

2. Economie du territoire

2.1 Les flux Domicile – Lieu de travail

1 Flux domicile - lieu de travail 2019

2 Part des ménages ayant au moins 1 voiture (%) 2019 ▼



Source : https://statistiques-ocles.insee.fr/#/indicateur/dep_pt_men_voiture&s=2019&view=map2

➤ Un flux important vers la ville centre, mais aussi vers l'intercommunalité voisine (Estérel Côte d'Azur Agglomération)

2. Economie du territoire

2.2 L'emploi

Population des 15-64 ans par type d'activité (2019)

Indicateurs	Dracénie Provence Verdon Agglomération	Var	Provence- Alpes-Côte d'Azur	France
Ensemble	64 261	629 927	3 089 160	40 475 154
Actifs : (%)	72	72,7	72,5	74,3
- actifs en emploi (%)	60,8	62,3	62,2	64,7
- chômeurs (%)	11,2	10,4	10,3	9,6
Inactifs : (%)	28	27,3	27,5	25,7
- élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés (%)	7,9	8,9	10,3	10,0
- retraités ou préretraités (%)	7,9	7,3	6,2	6,5
- autres inactifs (%)	12,2	11,1	11,2	8,8

Une répartition des emplois par catégories socioprofessionnelles conforme à la moyenne départementale

Emploi et activité

Indicateurs	CA Dracénie Provence Verdon Agglomération	Var
Nombre d'emplois dans la zone	35 963	367 060
Actifs en emploi résidant dans la zone	29 867	401 142
Indicateur de concentration d'emploi	90,3	91,7
Taux d'activité des 15 ans ou plus (%)	52,3	51,3

2008 2013 2019

Source : Insee, Recensement de la population (RP), exploitation principale, lieu de travail - 2019
L'indicateur de concentration d'emploi est égal au nombre d'emplois dans la zone pour 100 actifs ayant un emploi résidant dans la zone.

Emplois par catégorie socioprofessionnelle
Seul d'utilisation à 2000 hab.

	Nombre		%	
	CA Dracénie Provence Verdon Agglomération	Var	CA Dracénie Provence Verdon Agglomération	Var
Agriculteurs exploitants	398	3 307	1,1	0,9
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	4 030	41 124	11,2	11,2
Cadres et professions intellectuelles supérieures	4 188	46 532	11,6	12,6
Professions intermédiaires	8 653	94 025	24,0	25,5
Employés	12 600	121 569	34,9	33,0
Ouvriers	6 206	61 942	17,2	16,8
Total	36 076	368 525	100,0	100,0

2008 2013 2019

2. Economie du territoire

2.3 Le taux de chômage

Chômage (au sens du recensement) des 15-64 ans

Indicateurs	CA Dracôme Provence Agglomération	Var
Nombre de chômeurs	7 193	65 461
Taux de chômage (%)	15,5	14,3
Part de femmes parmi les chômeurs (%)	53,2	52,6

2008 2013 2019

Source : Insee, Recensement de la population (RP), exploitation principale - 2019

- Un taux de chômage qui touche davantage les femmes
- Un taux de chômage très légèrement supérieur à celui du Département



Taux de chômage (au sens du recensement) par âge

	CA Dracôme Provence Agglomération	Var
Ensemble	15,5	14,3
15 à 24 ans	30,0	30,3
25 à 54 ans	14,7	13,8
55 à 64 ans	11,1	11,7

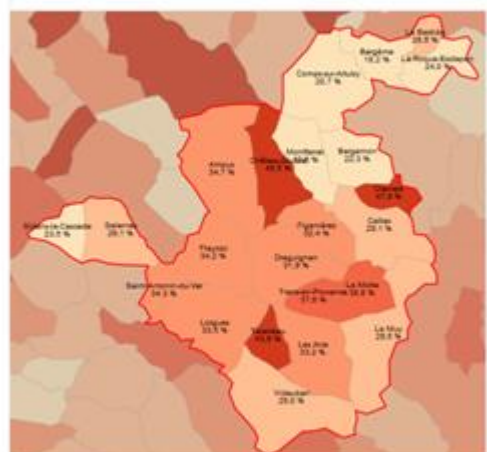
2008 2013 2019

Source : Insee, Recensement de la population (RP), exploitation principale - 2019

3. Education et formation

3.1 Les diplômes et les établissements scolaires

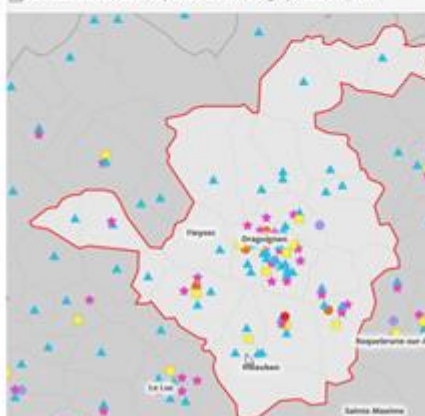
1) Part des 25-34 ans titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur (%) 2019



DPVa : 31,1 %
Var : 38,2 %
PACA : 40,7 %
France : 43,6 %

- ★ Ecole maternelle
- ▲ Ecole élémentaire
- Collège
- Lycée général
- Lycée professionnel
- Lycée technique

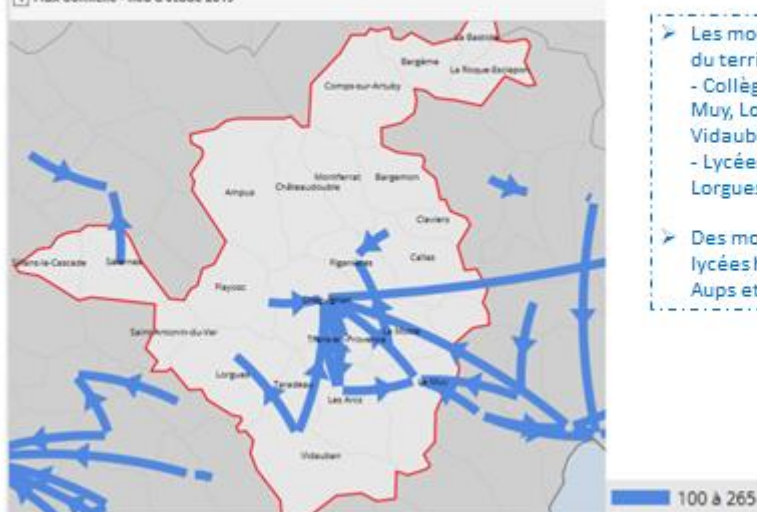
1) Établissements scolaires du premier et second degré (localisation) 2021



3. Education et formation

3.2 Les flux domicile-étude

1 Flux domicile - lieu d'étude 2019



- Les mouvements au sein du territoire :
 - Collèges à Draguignan, le Muy, Lorgues, les Arcs, Vidauban, Figanières
 - Lycées de Draguignan, Lorgues, le Muy.
- Des mouvements vers les lycées hors territoire : Aups et Fréjus

4. Les thématiques

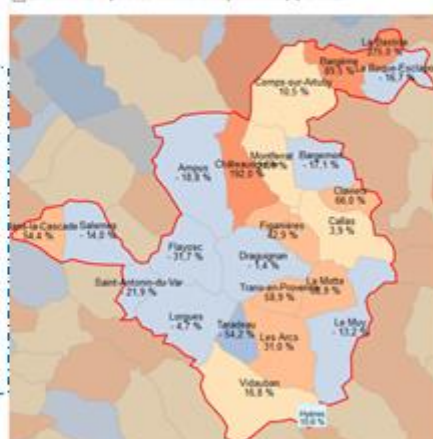
4.1.1 « La parentalité » - Typologie des familles

Dracénie Provence Verdon Agglomération : + 3.5 %

Var : + 13.4 %

France : +11.4 %

1 Évolution de la part des familles monoparentales (%) 2013-2018



Bien que très en deçà des valeurs départementales et nationales car influencée par l'évolution négative de la commune de Draguignan, la part des familles monoparentales a augmenté très significativement dans la couronne est de cette dernière.

53.3 %

de familles avec enfants

dont familles nombreuses

19.7 %

dont familles monoparentales

31.8 %

223

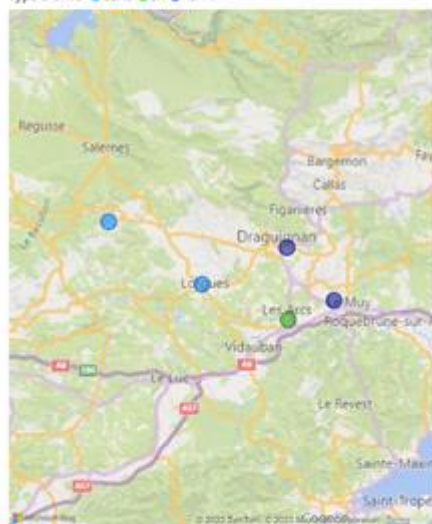
séparations dans l'année

4. Les thématiques

4.1.2 « La parentalité » cartographie des actions de soutien aux parents

Localisation des offres Parentalité

Type d'offre : CLAS (bleu), ER (vert), REAAP (rouge)



Répartition de l'offre pour 100 familles allocataires avec enfants



- Une offre parentalité très peu développée sur le territoire
- Aucune action REAAP (Réseau d'Ecoute, d'Appui et d'Accompagnement des Parents) sur l'ensemble des 22 communes
- Peu de familles couvertes par un dispositif d'accompagnement à la parentalité

4. Les thématiques

4.2.1 « Petite Enfance » - Population de moins de 3 ans

Evolution des naissances (Source : Insee)



Territoire	Nb Enfants 0-2 ans	Evolution N N-3	Ta actifs mères	Naissances (Insee)
CA DRACINE PROVENCE VERDON AGGLOMERATION	1 847	1,8 %	72 %	689
Arpail	14	-30,3 %	77 %	9
Bargème	0	-100,0 %	NaV	0
Bargemon	37	0,0 %	64 %	10
Calas	47	2,2 %	80 %	17
Châteauneuf	9	-30,8 %	75 %	5
Claviers	19	18,8 %	46 %	4
Comps-sur-Arudy	4	-50,0 %	25 %	2
Figanières	65	-12,2 %	77 %	24
Flayosc	85	16,4 %	81 %	32
La Barthe	5	-16,7 %	100 %	1
La Motte	71	39,2 %	84 %	31
La Roque-Eclapion	2	-33,3 %	0 %	0
La Mui	301	5,6 %	57 %	125
Les Arcs	220	11,7 %	72 %	84
Lorgues	199	9,3 %	80 %	73
Montferret	31	-3,1 %	79 %	7
Saint-Antonin-du-Var	24	80,0 %	57 %	10
Seignes	106	-8,6 %	70 %	36
Silans-la-Cascade	16	23,1 %	71 %	6
Taradeau	46	27,8 %	76 %	19
Trans-en-Provence	186	14,8 %	79 %	71
Vidauban	360	-14,9 %	72 %	123
Total	1 847	1,8 %	72 %	689

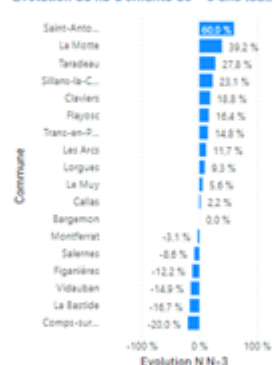
Source : Cnf - Données administratives

1 847
enfants de - de 3 ans co...

1,8 %
Evolution N N-3

689
Naissances

Evolution du nb d'enfants de - 3 ans (Cnf)



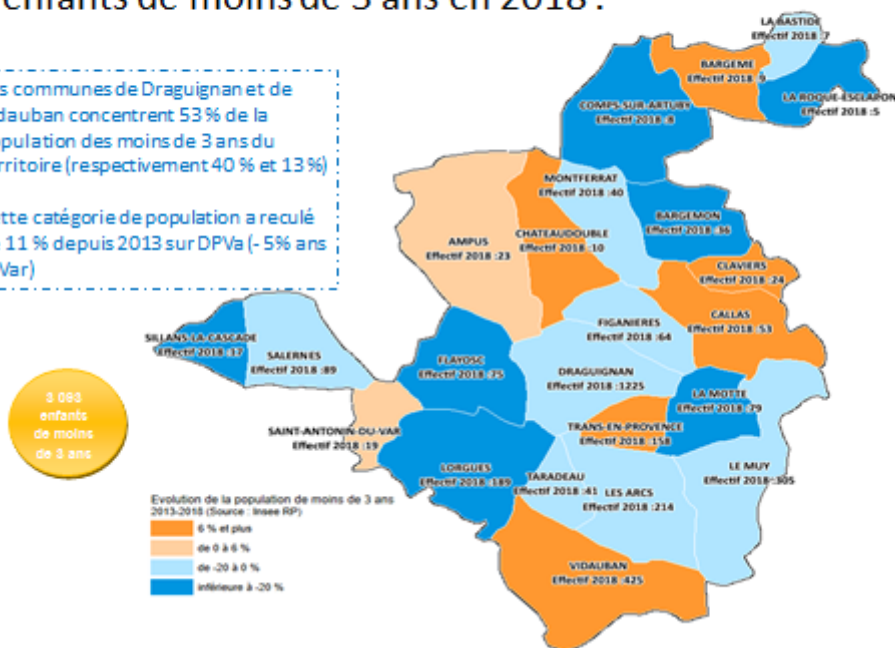
- Une reprise du nombre de naissances depuis 2020 sur l'ensemble du territoire,
- Une très forte évolution sur les communes de Saint-Antonin, la Motte et Taradeau

4. Les thématiques

4.2.2 « Petite Enfance » - Cartographie des enfants de moins de 3 ans

Les enfants de moins de 3 ans en 2018 :

- Les communes de Draguignan et de Vidauban concentrent 53 % de la population des moins de 3 ans du territoire (respectivement 40 % et 13 %)
- Cette catégorie de population a reculé de 11 % depuis 2013 sur DPVa (- 5% ans le Var)



4. Les thématiques

4.2.3 « Petite Enfance » cartographie des zones prioritaires de développement

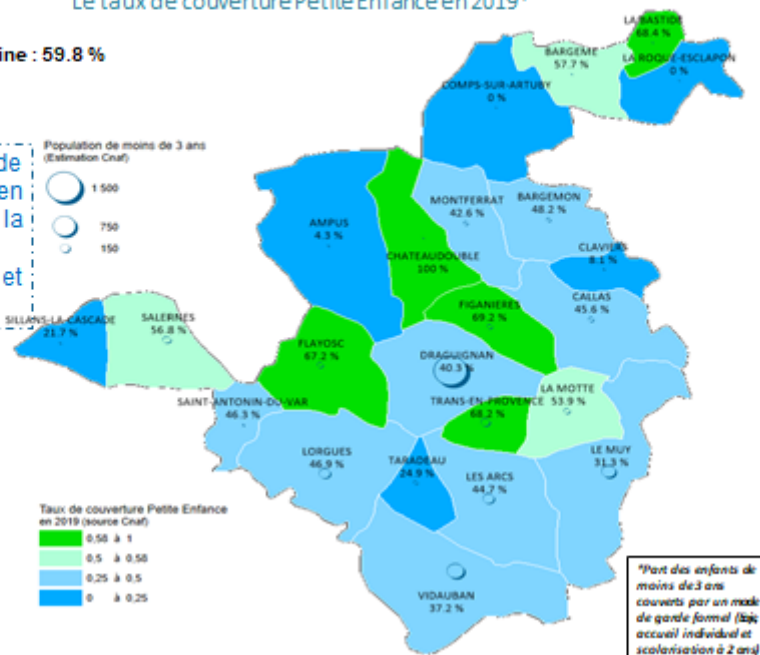
DPVa : 42,8 %

Var : 51,3 %

France métropolitaine : 59,8 %

Le taux de couverture Petite Enfance en 2019*

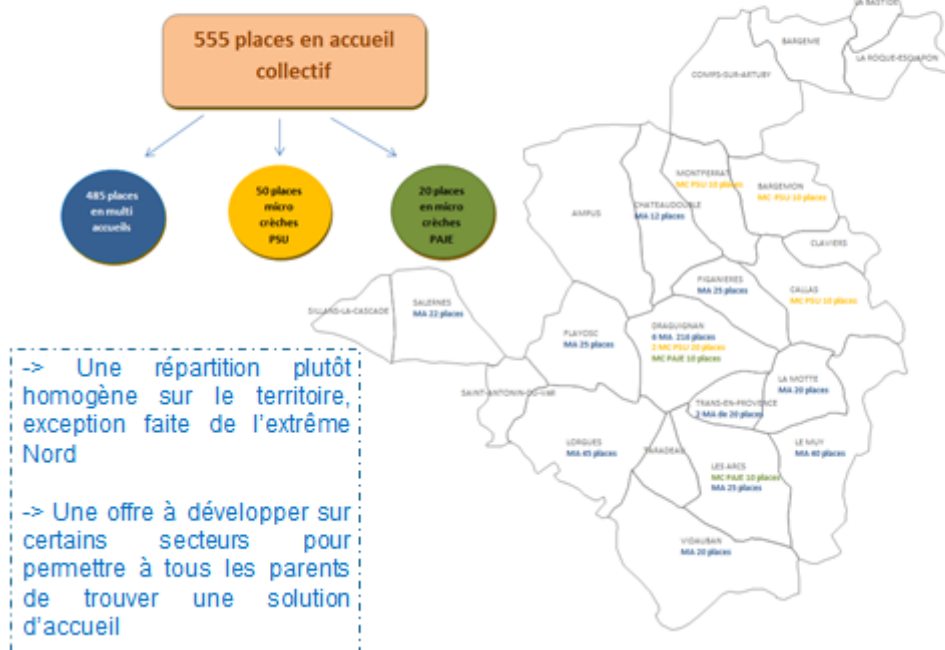
Un taux de couverture très en dessous de la moyenne départementale et nationale



4. Les thématiques

4.2.4 « Petite Enfance » - Les accueils collectifs du jeune enfant

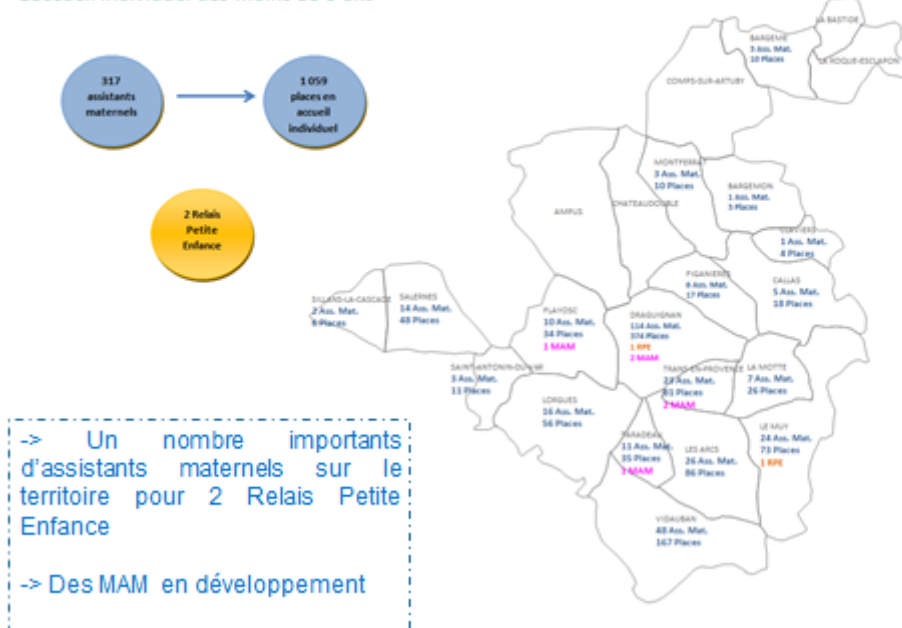
L'accueil collectif des moins de 3 ans



4. Les thématiques

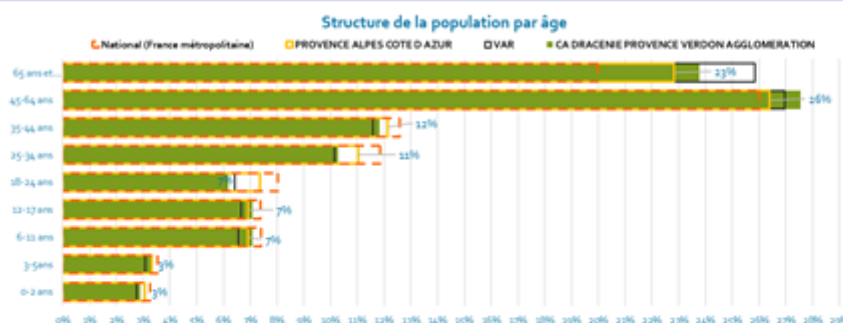
4.2.5 « Petite Enfance » - L'accueil individuel du jeune enfant

L'accueil individuel des moins de 3 ans



4. Les thématiques

4.3.1 «L'enfance et la jeunesse» - La répartition par tranche d'âge : 3-24 ans



- Les enfants et jeunes de 6 à 17 ans sont davantage représentés sur DPVa que sur le territoire départemental comme régional, avec une moyenne de 7 % de la population totale
- Nette sous représentation des jeunes de 18 à 24 ans sur la Dracénie par rapport aux moyennes départementales, régionales comme nationales

4. Les thématiques

4.3.2 «L'enfance et la jeunesse» - La répartition des 3-24 ans par commune

11 451

Enfants

3,7 %

Evolution N N-3

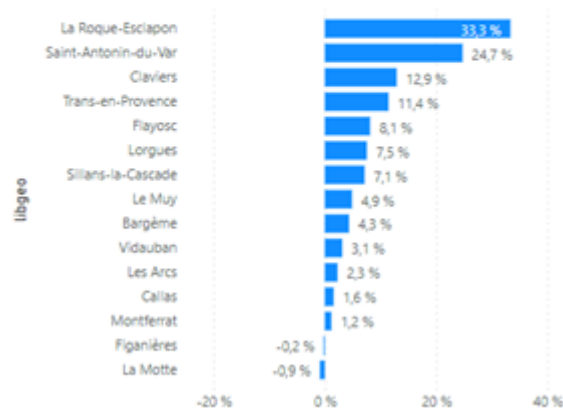
8,5 %

Enfants sous le seuil...

76,4 %

mères actives (3-11 ans)

Evolution du nombre d'enfants (CAF N N3)



-> Une augmentation globale du nombre d'enfants sur les 3 dernières années

-> Un développement très marqué sur les communes de la Roque-Escalpion, St-Antonin et Claviers, mais surtout, en nombre sur Trans, Flayosc et Lorgues.

Source CAF
Données définitives

4. Les thématiques

4.3.3 «L'enfance et la jeunesse» - La répartition par commune des 3-5 ans

1 812

Enfants

-0,7 %

Evolution N N-3

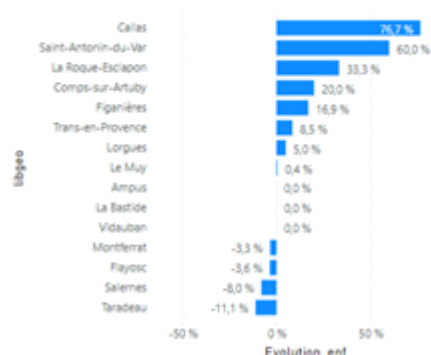
9,8 %

Enfants sous le seuil...

74,6 %

mères actives (3-11 ans)

Evolution du nombre d'enfants (CAF N N3)



- Une très forte augmentation sur les communes de Callas et Saint-Antonin-du-Var
- Un recul marqué sur Taradeau et Salernes
- Une diminution globale du nombre d'enfants sur les 3 dernières années

4. Les thématiques

4.3.4 «L'enfance et la jeunesse» - La répartition par commune des 6-11 ans

4 458

Enfants

3,6 %

Evolution N N-3

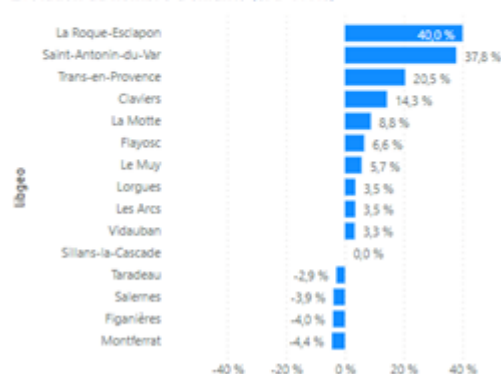
8,2 %

Enfants sous le seuil...

77,3 %

mères actives (3-11 ans)

Evolution du nombre d'enfants (CAF N N3)



- Une très forte augmentation sur les communes de la Roque-Escaplon, St-Antonin mais surtout en nombre sur Trans-en-Provence
- Un recul marqué sur Taradeau, Salernes, Figanières et Montferrat
- Une augmentation globale du nombre d'enfants sur les 3 dernières années

4. Les thématiques

4.3.5 «L'enfance et la jeunesse» - La répartition par commune des 12-17 ans

4 149

Enfants

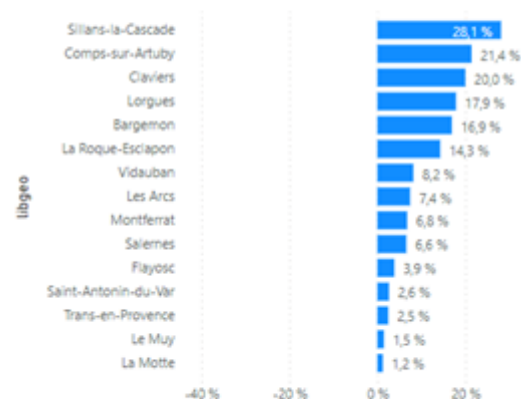
5,3 %

Evolution N N-3

7,5 %

Enfants sous le seuil...

Evolution du nombre d'enfants (CAF N N3)

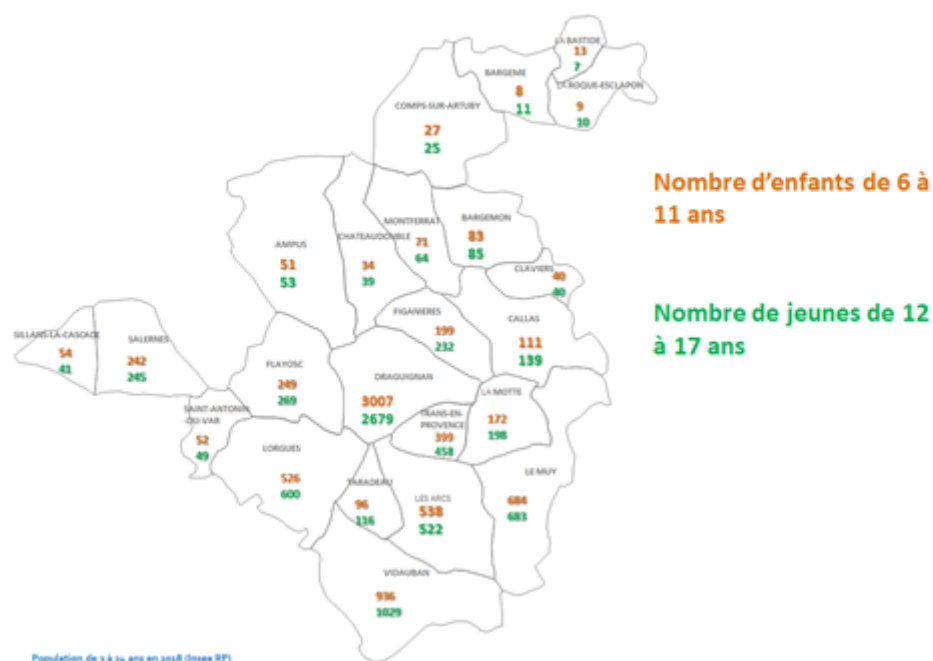


➤ Une augmentation globale assez forte du nombre d'enfants sur les 3 dernières années

➤ Une augmentation en nombre marquée sur Lorgues et Vidauban

4. Les thématiques

4.3.6 «L'enfance et la jeunesse» - La localisation des 6-17 ans



4. Les thématiques

4.3.7 «L'enfance et la jeunesse» - La répartition par commune des 18-24 ans

1 032

Enfants

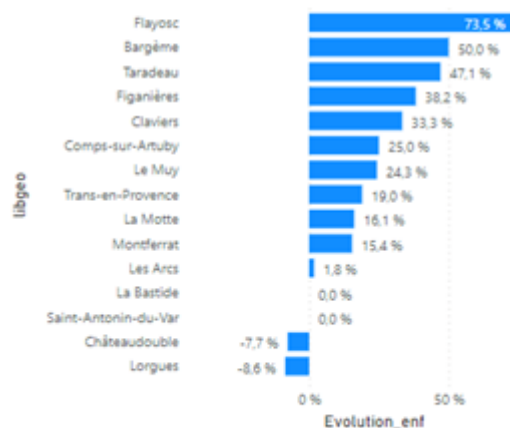
6,2 %

Evolution N N-3

11,9 %

Enfants sous le seuil...

Evolution du nombre d'enfants (CAF N N3)



-> Une forte augmentation globale du nombre de jeunes de moins de 25 ans

-> Une augmentation très marquée sur Flayosc, Bargème, Taradeau, et Figanières

4. Les thématiques

4.3.8 «L'enfance et la jeunesse» - Les effectifs scolarisés

NOM NIVEAU GEOGRAPHIQUE	NB ECOLES MATERNELLES PRIVES PUBLIQUES	NB ECOLES PRIMAIRES PRIVES PUBLIQUES	NB COLLEGES PRIVES PUBLIQUES	NB LYCEES PRIVES PUBLIQUES	Nb enfants école maternelles au lieu de résidence	Nb enfants école primaire au lieu de résidence	Nb enfants Collège au lieu de résidence	Nb enfants Lycée au lieu de résidence	Part des enfants en collège privé	Part des enfants en lycée privé
AMPUS	0	1	0	0	23	38	31	17	0%	0%
LES ARCS	1	2	1	0	210	484	396	243	5%	2%
BARGEME	0	0	0	0	-	6	5	0	0%	0%
BARGEMON	0	1	0	0	41	57	56	28	0%	0%
LA BASTIDE	0	1	0	0	-	7	5	0	0%	0%
CALLAS	0	1	0	0	69	70	72	52	0%	0%
CHATEAUDOUBLE	0	1	0	0	-	20	22	16	0%	0%
CLAVIERS	0	1	0	0	14	27	20	13	0%	0%
COMPS SUR ARTUBY	0	1	0	0	-	8	9	7	0%	0%
DRAGUIGNAN	9	18	6	2	1 353	2 436	2027	1223	9%	3%
FIGANIERES	1	1	1	0	84	172	148	93	6%	0%
FLAYOSC	0	1	0	0	104	229	163	136	10%	0%
LORGUES	2	2	1	1	251	490	450	311	4%	2%
MONTFERRAT	0	2	0	0	35	62	55	27	0%	0%
LA MOTTE	1	1	0	0	91	179	136	99	5%	0%
LE MUY	2	2	1	1	315	552	473	334	4%	0%
LA ROQUE ESCAPON	0	0	0	0	-	9	6	0	0%	0%
SALERNES	1	1	0	0	116	241	197	100	5%	0%
SILLANS LA GASCADIE	0	1	0	0	5	23	33	19	0%	0%
TARADEAU	0	1	0	0	51	103	68	46	0%	0%
TRANS EN PROVENCE	1	1	0	0	228	438	294	203	12%	0%
VIDAUBAN	1	3	1	0	447	806	672	352	2%	0%
SAINT ANTONIN DU VAR	0	1	0	0	27	48	34	23	0%	0%
Dracôme Provence Verdon Agglomération	19	44	11	4	3 464	6 505	5 372	3 342	6%	1%

Source Education Nationale

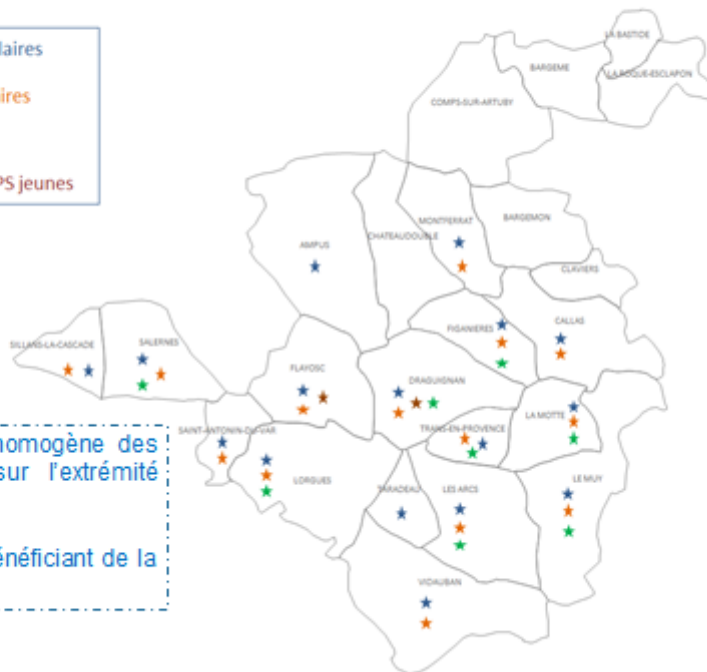
4. Les thématiques

4.3.9 « L'enfance et la jeunesse » - Répartition des lieux d'accueil

- ★ Les accueils extrascolaires
- ★ Les accueils périscolaires
- ★ Les accueils ados
- ★ Les Projets jeunes / PS jeunes

-> Une répartition homogène des accueils, excepté sur l'extrémité nord du territoire

-> Peu de projets bénéficiant de la PS jeunes



Source : Porteurs Action sociale Caf du Var 2021/2022

4. Les thématiques

4.4.1 « L'accès aux droits et l'inclusion numérique » - Localisation de l'offre en lien avec la Caf du Var

Les accueils CAF



LES ACTEURS DE L'INCLUSION NUMERIQUE 2021-2022 :



Les acteurs numériques du territoire

4. Les thématiques

4.4.2 « L'accès aux droits et l'inclusion numérique » - Taux de recours aux télé-services Caf

Dracénie Provence Verdon agglomération : 73 % (+ 10 points par rapport à 2019)

Var : 72 % (+ 9 points par rapport à 2019)

Taux de recours aux télé-services Caf en 2021



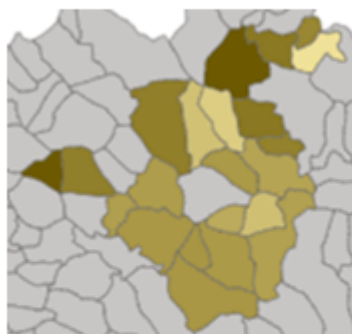
-> Une forte évolution du taux au recours aux télé services sur la Dracénie

-> Un très fort recours sur Montfermat, suivi de Callas et Châteaudouble

4. Les thématiques

4.5.1 « Le handicap » les adultes couverts par la Caf du var

Part des bénéficiaires de l'AAH parmi les allocataires



Territoire	Nombre de bénéficiaires	%
CA DRACENIE PROVENCE VERDON AGGLOMERATION	1006	7,8 %
Anpuis	15	10,9 %
Bergène	3	11,5 %
Bergemon	29	11,6 %
Callas	23	6,8 %
Châteaudouble	3	3,5 %
Claves	13	10,6 %
Compt-sur-Artuby	8	15,7 %
Figanières	34	7,9 %
Flayosc	34	7,6 %
La Bastide	3	10,0 %
La Motte	17	3,7 %
La Roche-Escapon	0	0,0 %
Le Muy	136	7,1 %
Les Arcs	117	7,9 %
Lorgues	130	8,1 %
Montfermat	9	2,3 %
Sainte-Annette-du-Var	9	7,3 %
Savernes	94	10,8 %
Silvans-la-Cascade	20	18,0 %
Taradeau	21	8,3 %
Trans-en-Provence	70	6,0 %
Vidauban	199	8,2 %
Total	1006	7,8 %

Les communes de Vidauban, le Muy, Lorgues, les Arcs, comptent en 100 et 200 adultes bénéficiaires de l'AAH

1 006

Bénéficiaires AAH

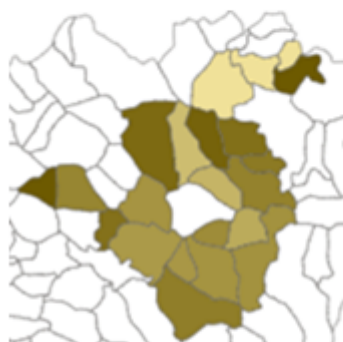
7,75 %

des allocataires du t...

4. Les thématiques

4.5.2 « Le handicap » les enfants couverts par la Caf du var

Part des enfants bénéficiaires de l'AEEH



353

Enfants bénéficiaires

3,1 %

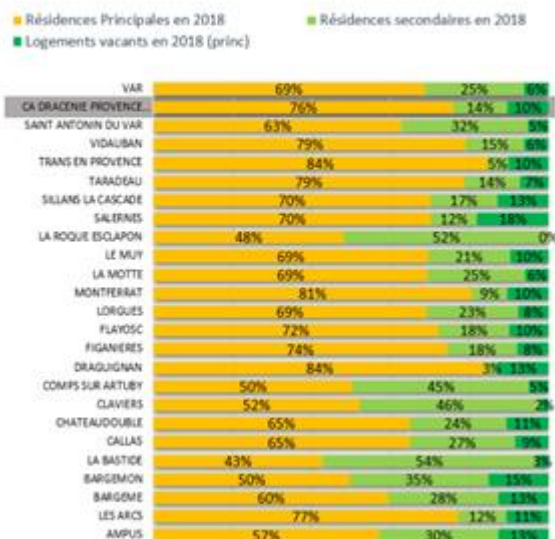
des enfants de 3 à 17 ans co...

Territoire	Nb enfants bénéficiaires	%
CA DRACENIE PROVENCE VERDON AGGLOMERATION	353	3,1 %
Ampus	4	4,4 %
Bargème	0	0,0 %
Bargemon	8	4,2 %
Callas	9	3,5 %
Châteaudouble	1	1,3 %
Claviers	4	3,8 %
Comps-sur-Artuby	0	0,0 %
Figanières	8	1,7 %
Playosc	17	2,8 %
La Bastide	0	0,0 %
La Motte	9	2,0 %
La Roque-Escaron	2	10,0 %
Le Muy	51	2,9 %
Les Arcs	36	2,9 %
Lorgues	37	2,6 %
Montferrat	8	4,7 %
Saint-Antonin-du-Var	5	4,1 %
Salernes	22	3,4 %
Sillans-la-Cascade	6	6,7 %
Taradeau	7	2,7 %
Trans-en-Provence	34	3,1 %
Vidauban	85	3,7 %
Total	353	3,1 %

➤ Les communes de Vidauban, le Muy, Lorgues, les Arcs, Trans en Provence et Salernes comportent plus de 75 % des enfants porteurs de handicap du territoire

4. Les thématiques

4.6.1 « Le logement » - Les catégories des logements en 2018

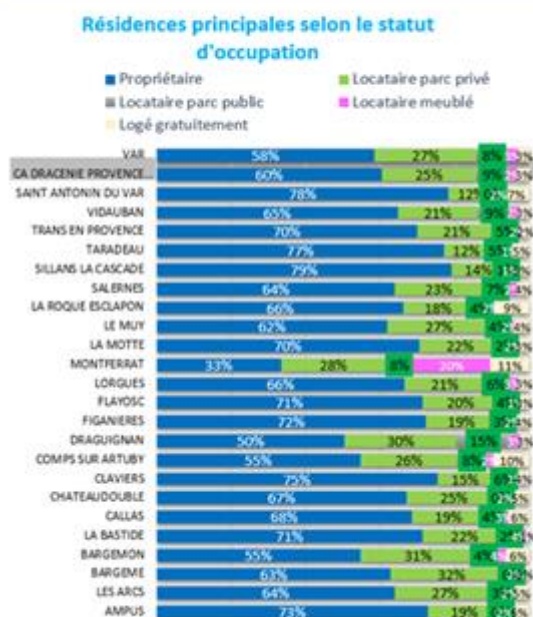


➤ Une prépondérance des résidences principales avec un taux supérieur à la valeur départementale mais inférieur à la valeur nationale (82.1%).

➤ 61 % des résidences principales sont des maisons (vs 50 % dans le Var) mais ce taux est inférieur à 50 à Montferrat (44%).

4. Les thématiques

4.6.2 « Le logement » - Le statut des occupants



➤ La part des logements occupés par des propriétaires est légèrement supérieure à celle du département : 60 % contre 58 %.

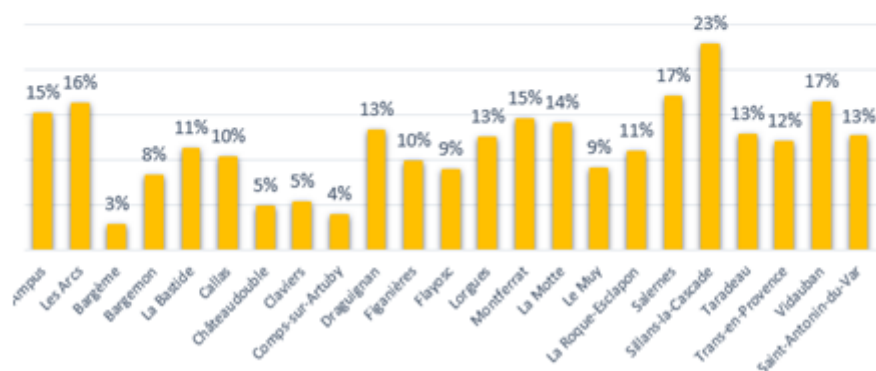
➤ 36 % des logements sont proposés en location et 24 % de ces logements locatifs dépendent du parc public vs 22 % dans l'ensemble du département.

4. Les thématiques

4.6.2 « Le logement » - Focus sur les résidences principales

➤ C'est à Sillans-la-Cascade que la construction immobilière a été la plus dynamique au cours des 15 dernières années avec 23 % de logements construits après 2005, suivi de Vidauban, Salernes, les Arcs et Montferrat. Ces logements sont majoritairement des maisons (respectivement 96 %, 72 %, 88 %, 61 % et 75 %).

part des résidences principales construites après 2005



4. Les thématiques

4.7.1 « L'animation de la vie sociale » - Les structures du territoire

- Une structure Espace de vie sociale en première année de fonctionnement en 2023 sur Bargemon
- 2 structures Espace de vie sociale sur la Dracénie
- 1 Centre social, sur Draguignan



Source : SIAS AFC 2021

LES ENJEUX

Les partenaires conviennent des enjeux transversaux suivants :

- Disposer d'une connaissance affinée des acteurs et des dispositifs existants ;
- Assurer une coordination et une coopération autour de la CTG;
- Partager une analyse fine du portrait de territoire et une vision prospective des besoins des familles et des habitants.

Six thématiques ont été mises en avant dans les travaux de diagnostic partagé :

La petite enfance ;
L'enfance et la jeunesse ;
Le soutien aux parents ;
L'accès aux droits et inclusion numérique ;
L'animation de la vie sociale ;
Le logement et cadre de vie.
L'inclusion handicap, qui sera abordée de façon transversale dans toutes les thématiques.

ANNEXE 2 – Liste des équipements et services soutenus par la collectivité locale

(Une liste des équipements et services par signataire dans le respect des compétences détenues) –

AMPUS	
TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
EAJE	
LAEP	
RPE	
ALSH	COMMUNE D'AMPUS Place de la Mairie 83111 AMPUS
LUDOTHEQUE	

BARGEMON	
TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
EAJE	Micro-crèche Lei Petoun - 9 rue Jean Jaurès - 83830 BARGEMON
LAEP	
RPE	
ALSH	Accueil de loisirs Bargemon-Callas – avenue Pasteur – 83830 BARGEMON
LUDOTHEQUE	

CALLAS	
TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
EAJE	Micro-crèche la Courte Echelle - Résidence les Clos, 25 chemin des Frayères, 83830 CALLAS
LAEP	
RPE	
ALSH	Accueil de Loisirs Callas-Bargemon – 168 le Ray Sud - 83830 CALLAS
LUDOTHEQUE	

CHATEAUDOUBLE	
TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
EAJE	Crèche DOREMI – Grand Place – 83300 CHATEAUDOUBLE
LAEP	
RPE	
ALSH	
LUDOTHEQUE	

FIGANIERES	
TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
EAJE	Crèche le Petit Prince – Avenue Adrien Gagnaire – 83830 FIGANIERES
LAEP	
RPE	
ALSH	EAL Figanières - Quartier Le Thronnet - 83830 FIGANIERES
LUDOTHEQUE	

FLAYOSC	
TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
EAJE	Crèche la Dent de lait – 38 Boulevard Jean Moulin – 83780 FLAYOSC
LAEP	
RPE	
ALSH	ALSH périscolaire et extrascolaire – Groupe scolaire Ernest Maunier – Impasse des Ecoles – 83780 FLAYOSC Espace jeunes – Bd Général de Gaulle – 83780 FLAYOSC
LUDOTHEQUE	

LA MOTTE	
TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
EAJE	Multi accueil les Raz'Motte - Boulevard André Bouis - 83920 LA MOTTE
LAEP	
RPE	
ALSH	Commune de La Motte - 1 place Clemenceau - 83920 LA MOTTE
LUDOTHEQUE	

LE MUY	
TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
EAJE	Multi-accueil « Les Minots » - 205 boulevard Charles de Gaulle - 83490 LE MUY
LAEP	
RPE	RPE du Muy - 205 boulevard Charles de Gaulle - 83490 LE MUY
ALSH	ALSH Périscolaire et extrascolaire - 205 boulevard Charles de Gaulle - 83490 LE MUY ALSH Périscolaires - 421 Bd Charles de Gaulle et 64 Av Ste-Anne et Av Jules Ferry – 83490 LE MUY
LUDOTHEQUE	

LES ARCS SUR ARGENS	
TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
EAJE	Multi Accueil « le Gréou » - Rue René Cassin - 83460 LES ARCS SUR ARGENS
LAEP	
RPE	
ALSH	ALSH Elémentaire - Rue des écoles - 83460 LES ARCS SUR ARGENS
	ALSH Maternelle – Rue des écoles - 83460 LES ARCS SUR ARGENS
	Club ados – 66 avenue René Cassin – 83460 LES ARCS SUR ARGENS
LUDOTHEQUE	

LORGUES	
TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
EAJE	Crèche Lou Pitchounet - Chemin des Pins - 83510 LORGUES
LAEP	
RPE	
ALSH	Espace Jeunes - 15 rue de Verdun - 83510 LORGUES
	ACM Municipal - Ecole Emile Zola - Les Ferrages - 83510 LORGUES
LUDOTHEQUE	

MONTFERRAT	
TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
EAJE	Micro-crèche Lou Rigaou – 105 Chemin de l'école maternelle – 83131 MONTFERRAT
LAEP	
RPE	
ALSH	ALSH Périscolaire et extrascolaire - Ecole Primaire Les Oliviers - 134 chemin de l'école maternelle - 83131 MONTFERRAT
LUDOTHEQUE	

SAINT-ANTONIN DU VAR	
TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
EAJE	
LAEP	
RPE	
ALSH	Association les Copains d'Antonin – Hôtel de ville – Route d'Entrecasteaux – 83510 SAINT ANTONIN DU VAR
LUDOTHEQUE	

SALERNES	
TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
EAJE	Crèche parentale Le Petit Câlin – 30 Rue Jean Jacques Rousseau – 83690 SALERNES
LAEP	
RPE	
ALSH	ALSH – Bd Paul Cotte – 83690 SALERNES
LUDOTHEQUE	Univers en jeux – 30 Rue Jean Jacques Rousseau – 83690 SALERNES

SILLANS LA CASCADE	
TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
EAJE	
LAEP	
RPE	
ALSH	Mercredi et extrascolaire - Place du 8 mai 1945 - 83690 SILLANS LA CASCADE
LUDOTHEQUE	

TARADEAU	
TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
EAJE	
LAEP	
RPE	
ALSH	ALSH groupe scolaire J. Reynier - route des Arcs et Salle des Fêtes Edouard Soldani - 83460 TARADEAU
LUDOTHEQUE	

TRANS EN PROVENCE	
TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
EAJE	Crèche « les Renardeaux » - Place de l'Eglise – TRANS EN PROVENCE
	Crèche « les P'tits Loups » - Avenue Marguerite de Provence – TRANS EN PROVENCE
LAEP	
RPE	
ALSH	ACM 3-6 ans – 79 Chemin des Clauses – TRANS EN PROVENCE
	ACM 6-11 ans – Avenue de Beaulieu – TRANS EN PROVENCE
	Club de jeunes 12-17 ans – 120 Chemin des Clauses – TRANS EN PROVENCE
LUDOTHEQUE	

VIDAUBAN	
TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
EAJE	Crèche municipale - Boulevard Coua de Can – 83550 VIDAUBAN
LAEP	
RPE	
ALSH	Accueil de Loisirs Périscolaire Carbonnel - Accueil de Loisirs Périscolaire Henri Michel - Accueil de Loisirs Extrascolaire Bld des Vallons – 83550 VIDAUBAN
	Accueil de Loisirs Périscolaire Kergomard - Place Morel - 83550 VIDAUBAN
Ludothèque	

ANNEXE 3 – FICHE ACTION POUR LA COORDINATION

Objectifs	Animer, coordonner, déployer et évaluer le projet de territoire, formalisé dans le cadre d'une Convention territoriale globale
Eléments de contexte	<p>Suite à la fin des Contrats Enfance Jeunesse, un nouveau cadre juridique est proposé aux collectivités. Une première CTG 2021/2022 a été formalisée sur le territoire afin de permettre une réflexion sur la mise en place d'une coopération concertée à l'échelle de l'agglomération.</p> <p>Dans le cadre du renouvellement de la CTG sur les années 2023-2026, une nouvelle organisation fonctionnelle prendra effet à compter de 2023.</p>
Action	Nommer/Recruter deux chargés de coopération qui porteront les missions de coordination, d'animation et d'évaluation du projet du territoire CTG, pour la période 2023 – 2026.
Pilotes	DPVa et La Caf du Var
Méthode (les grandes étapes)	<ul style="list-style-type: none"> - 1^{er} trimestre 2023 : <ul style="list-style-type: none"> ➔ Janvier : finalisation des documents cadres et des concertations, ➔ Février : comité de pilotage et délibérations, ➔ Mars : lancer un appel à candidature ou organiser par redéploiement les missions de coordination et d'animation du projet de territoire ➔ Avril : recrutements et organisation fonctionnelle au sein des services, après consultation de la Caf du Var pour avis, notamment sur la formation initiale et/ou l'expérience du candidat - 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} trimestre 2023 : <ul style="list-style-type: none"> ➔ Premier poste pour 1 ETP sur la petite enfance, l'enfance, la jeunesse et la parentalité : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Affiner le diagnostic sur les thématiques petite enfance, enfance, jeunesse et parentalité, ✓ Rédiger le plan d'actions ✓ Rédiger les fiches actions ✓ Animation du réseau des 22 communes ➔ Deuxième poste pour 0,5 ETP sur les thématiques du logement, de la cohésion sociale et de l'accès aux droits : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Déploiement d'une coopération globale et centralisation sur les 23 communes, toutes thématiques CTG confondues ✓ Montée en charge sur les thématiques du logement, de la cohésion sociale et de l'accès aux droits - Janvier 2024 au 31/12/2026 : mise en œuvre de la CTG sur l'ensemble des thématiques et animation du territoire.
Résultats attendus	L'établissement et l'animation du plan d'actions de la CTG à l'échelle intercommunale
Public ciblé	<p>Les élus des collectivités signataires</p> <p>Les coordonnateurs enfance-jeunesse ou référents communaux</p> <p>Les partenaires</p>
Moyens humains / partenaires nécessaires	<p>Les chargés de coopération territoriale DPVa,</p> <p>Les référents communaux</p> <p>Les techniciens de la Caf du Var</p>
Début et fin de l'action	Janvier 2023 – décembre 2026
Informations complémentaires	<p>Les travaux s'appuieront sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le référentiel métier annexé à la CTG - Les enjeux partagés issus du diagnostic du territoire CTG
Evaluation	<p>Evaluation annuelle</p> <p>Evaluation finale de synthèse des évaluations annuelles</p>

ANNEXE 4 – REFERENTIEL METIER – POSTE DE CHARGE DE COOPERATION TERRITORIALE

Missions principales : Dans le cadre de ses fonctions, le coordinateur référent de la CTG assure la coordination de la CTG et l'animation de la dynamique partenariale locale et institutionnelle avec l'ensemble des acteurs concernés, habitants compris. Agent de la collectivité signataire de la CTG, il la conseille dans l'expression de ses choix et orientations, dans la construction de ses politiques de cohésion sociale en intégrant les mutations territoriales et sociodémographiques de façon prospective.

Le coordinateur CTG est délégué par le signataire de la CTG pour assurer les missions suivantes, en collaboration avec ses interlocuteurs de la Caf et de toute autre institution signataire :

- Organiser la relation contractuelle avec la Caf et les autres partenaires signataires de la CTG (il est l'interlocuteur privilégié de la Caf dans le suivi, la mise en œuvre et l'évaluation de la CTG)
- Participer à la conception, la mise en œuvre et l'évaluation de la politique globale du territoire
- Animer la dynamique partenariale locale et institutionnelle autour des différentes thématiques composant la CTG validées en comité de pilotage (petite enfance, enfance, jeunesse, parentalité, mise en réseau des acteurs du territoire...)

L'organisation de cette fonction doit être arrêtée d'un commun accord entre l'EPCI et/ou la commune et la Caf, dans le respect du présent cahier des charges. Ce cahier des charges constitue un support pour la collectivité pour définir le profil de poste recherché pour remplir ces missions ainsi qu'un outil d'évaluation de la fonction pour la Caf.

Principales missions du référent CTG	Compétences attendues
Mettre en œuvre les orientations définies dans le cadre de la CTG, assurer le suivi administratif et financier de la CTG et produire des bilans et évaluations	<ul style="list-style-type: none"> - Etre capable de produire des notes, projets, évaluations. - Analyser l'existant, être en veille sur les projets et les besoins - Susciter et organiser la participation des familles - Savoir transmettre l'information et les orientations auprès des services en interne et des élus - Respecter les échéances demandées et savoir rendre compte des actions menées en comité de pilotage et comité technique
Animer la dynamique partenariale locale et institutionnelle autour des différentes thématiques composant la CTG	<ul style="list-style-type: none"> - Mobiliser les ressources de la collectivité locale en assurant la concertation et la coordination avec les services - Savoir mobiliser les acteurs du territoire dans une dynamique transversale - Savoir adapter son niveau de langage aux interlocuteurs et assurer l'assistance et le soutien technique aux élus - Favoriser la création de réseaux, de mutualisation, impulser les échanges entre les acteurs du territoire dans l'intérêt des familles (information, accessibilité et continuum de services) - Apporter une aide technique de premier niveau aux porteurs de projets sur les thématiques inscrites dans la CTG
Dans le cadre du renouvellement, co-piloter avec la Caf l'élaboration du diagnostic, l'animation des différentes instances et groupes de travail, identifier les actions menées et proposer des actions innovantes pour répondre aux attentes du public	<ul style="list-style-type: none"> - Etre le garant de la démarche et co-porter l'animation avec la Caf lors du renouvellement (diagnostic, plan d'actions, évaluation) - Organiser les instances de pilotage et de suivi de la CTG avec la Caf - Contribuer à la production des livrables dans le respect de la méthodologie fixée par la Caf - Identifier les actions, initiatives à valoriser au sein de la CTG
Promouvoir la CTG à l'interne et à l'externe, auprès des habitants et des acteurs associatifs et institutionnels	<ul style="list-style-type: none"> - Elaborer, en liaison avec la Caf, les supports de communication - Valoriser le projet de territoire pour attirer de nouveaux porteurs et acteurs

**ANNEXE 5 – DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DPVA ET DES
CONSEILS MUNICIPAUX DES COMMUNES SIGNATAIRES**